

Aménagement du territoire

Les anti-béton rêvent d'un pôle agricole sur le Plateau de Saclay

COMMENT METTRE des bâtons dans les roues du rouleau compresseur de l'administration ? C'est la question à laquelle ont tenté de répondre hier la douzaine d'associations opposées à l'opération d'intérêt national (OIN), qui vise à urbaniser une partie du Plateau de Saclay et de ses milliers d'hectares d'espaces verts et agricoles entre l'Essonne et les Yvelines. A quelques minutes seulement de Paris.

Les anti-OIN ont dévoilé les dessous d'un contre-projet pour le Plateau. Leur objectif : créer un pôle « agri-urbain » respectueux de l'environnement local et du développement durable. Loin d'être utopique, l'initiative existe déjà dans d'autres pays européens. A Barcelone, ce sont ainsi 3 000 hectares qui sont protégés à dix minutes de la capitale catalane. Même chose à Milan, où ce sont cette fois 47 000 hectares de terres agricoles qui ont été préservés du béton. Cela étant, les opposants à

l'OIN ne se disent pas réfractaires à une évolution. « Mais il n'y a eu aucune concertation à part quelques réunions d'information », s'agace

Marie-Pierre Diguat, conseillère régionale (Verts). « Pour une fois, nous avons l'occasion de mettre en œuvre des idées innovantes, renchérit Oli-

vier Lucas, président de la puissante association des amis de la vallée de la Bièvre. Au lieu de ça, l'Etat nous propose 150 000 logements, un RER et une autoroute. Bref, un gigantisme passé de mode depuis les années 1970. »

Des exemples à Barcelone et à Milan

Du côté de l'Etat, on argue du manque de logements préoccupant en Ile-de-France, ainsi que de la nécessité de créer des emplois et de favoriser la recherche déjà à la pointe sur le secteur. « Mais que l'on valorise déjà l'existant, reprend Olivier Lucas. Rien n'empêche actuellement que la recherche ne se développe. Côté logement, il faudrait déjà construire la ville sur la ville et réhabiliter les friches. Mais forcément, ça coûte plus cher que de couler du béton dans les champs. »

Concrètement, les défenseurs du Plateau proposent de doter les terres agricoles d'un statut spécial, mais aussi de créer « un conseil des pays de Saclay, accompagné d'un label dont pourraient se prévaloir les restaurateurs et les commerçants qui vendraient les produits du Plateau », détaille François Lerique, de l'association les Jardins de Cères. A leurs côtés, les anti-OIN se targuent du soutien d'un nombre croissant d'élus, dont le positionnement sur la question pourrait s'avérer crucial en cette période électorale.

NICOLAS JACQUARD



VILLIERS-LE-BÂCLE, AOUT 2004. Il y a trois ans déjà, une association avait organisé une récolte de pommes de terre pour lutter contre l'urbanisation du Plateau de Saclay. (SPDRP)

Le jury nomme les lauréats samedi

LE CONCOURS d'idées de l'OIN du plateau de Saclay s'achève demain et samedi avec les délibérations du jury présidé par Jean-Martin Foltz, ex-PDG de PSA Peugeot-Citroën. Du 5 septembre au 5 octobre, les 26 cabinets internationaux qui ont plâché sur l'aménagement de ce territoire de 40 000 ha (pour 650 000 habitants aujourd'hui) ont exposé leurs projets à la mission de préfiguration, à Toussus-le-Noble.

Le cahier des charges leur imposait de développer une économie basée sur les hautes technologies (avec

un objectif de 100 000 emplois supplémentaires en trente ans) mais aussi de construire 5 000 nouveaux logements par an tout en préservant l'environnement.

« La mission était délicate et le jury ne va pas choisir un seul projet, précise Jacques Stévenin, l'un des membres de la mission de préfiguration. Il s'agit surtout de mettre plusieurs idées et plusieurs principes en avant. Ils seront ensuite approfondis avec les gens qui les ont proposés. »

M.F.